



caisse  
cantonale neuchâtelaise  
de compensation

caisse cantonale  
neuchâtelaise de compensation  
pour allocations familiales

---

rapport de gestion 2012

+ -



Introduction	Situation sur le plan fédéral	2
	Situation sur le plan cantonal	2
	Situation de la Caisse sur le plan interne	2
	Rapport d'activité 2012 de la commission de gestion	3-4
Présentation et organisation de la caisse	Statut	5
	Tâches	5
	Informations au public	5
	Organigramme au 31 décembre 2012	6
Informatique	Collaboration avec notre partenaire informatique Soreco Publica AG	7
	Collaboration avec notre partenaire inform. Futura Management AG	7
	Collaboration avec notre partenaire informatique SIEN	7
2012 en chiffres-clé		8
Activités des services	Fichier central des affiliés	9
	Cotisations	9
	Contrôles d'employeurs	10
	Certificats d'assurance AVS et comptes individuels	11
	Contentieux	12
	Prestations AVS et AI	13
	Prestations complémentaires	14
	Contrôles en matière de prestations complémentaires	14-15
	Allocations pour perte de gain	16
	Allocation de maternité fédérale	16
	Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture (loi fédérale)	17
Résultats comptables		18-22



Statut, tâches et immeubles		23
Activités des services	Cotisations	24
	Contrôles d'employeurs	24
	Allocations familiales	24-25
	Allocations familiales pour personnes sans activité lucrative	25
Résultats comptables		26-27



Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année, nous vous présentons les activités de notre institution.

### Situation sur le plan fédéral

Nous ne relevons aucune modification législative au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Le chantier de la réforme du 1<sup>er</sup> pilier a été engagé au niveau fédéral par le conseiller fédéral Alain Berset et celle-ci pourrait déployer ses premiers effets en 2019.

### Situation sur le plan cantonal

Les membres de la commission de gestion de la CCNC et de la commission consultative de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales se sont réunis le 27 novembre 2012 à Auvier. Le rapport d'activité de cette commission est intégré aux pages 3 et 4 du présent rapport. Il fait état des événements qui ont marqué les activités de la caisse durant le dernier exercice.

2012 est l'année d'entrée en vigueur de la nouvelle contribution au Fonds pour les structures d'accueil extrafamilial (LAE) facturée sur la masse salariale forfaitaire soumise aux allocations familiales au taux de 0,16%.

Des travaux préparatoires ont été nécessaires dans la perspective de la modification de la loi sur les allocations familiales (LILAFam) visant à intégrer les indépendants dans le régime des cotisations et des prestations dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

L'entrée en vigueur de la loi cantonale sur le financement des établissements médicaux-sociaux (LFinEMS) a été reportée une seconde fois au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

### Situation de la caisse sur le plan interne

Au niveau interne, nous vous laissons le soin de prendre connaissance du rapport d'activité de la commission de gestion qui résume les mesures entreprises au sein de la CCNC.

Tant les résultats financiers de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation que ceux de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales sont positifs et permettent de consolider nos réserves en vue, d'une part, du renflouement de la caisse de pension prévoyance.ne et, d'autre part, des investissements futurs dans le domaine informatique.

La direction de la CCNC tient à remercier ses fidèles collaborateurs de leur travail et de leur engagement ainsi que les membres de la commission de gestion de la CCNC pour leur écoute et leurs conseils. Ces remerciements vont également aux collaborateurs de l'OFAS avec lesquels la CCNC entretient d'excellents contacts.

Le directeur

P.-Y. Schreyer



## Rapport d'activité 2012 de la commission de gestion



DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE  
LE CONSEILLER D'ÉTAT  
CHEF DU DÉPARTEMENT

### Commission de gestion de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation (CCNC) Commission consultative de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales (Caisse Alfa)

## Rapport d'activité 2012

### Introduction

La commission de gestion est chargée de veiller au bon fonctionnement de la CCNC. L'article 9 du règlement définissant son organisation et ses attributions exige l'établissement d'un rapport d'activité, faisant partie intégrante du rapport annuel que dresse la CCNC en application de l'article 72, alinéa 4, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants. Le présent document répond ainsi aux exigences réglementaires.

### Composition

De composition identique, la commission de gestion de la CCNC et la commission consultative de la Caisse Alfa sont présidées par le chef du département de l'économie, Monsieur le conseiller d'Etat T. Grosjean. L'assemblée des membres des commissions permet de traiter des affaires des deux institutions. La composition n'a pas été modifiée depuis l'exercice précédent.

### Activités des commissions

La séance annuelle des commissions s'est déroulée le mardi 27 novembre 2012 à la Station viticole cantonale à Auvernier.

Un état des lieux a été dressé sur le fonctionnement des services, notamment dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de l'informatique. Cette réunion a également permis de rapporter les événements qui ont marqué l'environnement de travail et les domaines d'activité de la CCNC et de la Caisse Alfa.

Au niveau interne, les résultats de l'enquête d'opinion menée en 2012 auprès des collaborateurs révèlent un taux de satisfaction très élevé. Ils ont été présentés et commentés aux membres de la commission. Le processus de la migration informatique des applications métiers se déroule avec succès et la CCNC se prépare à poursuivre l'opération en 2013 dans le secteur des prestations et des rentes. La création d'une interface informatique entre les grands employeurs et la caisse, dans le domaine des allocations familiales, devra faire l'objet de nouveaux débats, car les premières discussions n'ont pas permis de dégager une solution satisfaisante.

Des modifications légales sont intervenues dans le domaine des allocations familiales pour intégrer les indépendants au dispositif et instaurer des émoluments en faveur de l'Etat, pour ses tâches de surveillance des caisses.



## Rapport d'activité 2012 de la commission de gestion (suite et fin)

- 2 -

En date du 15 août 2012, le Conseil d'Etat a ratifié un arrêté modifiant l'arrêté fixant le taux de cotisation de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales du 28 septembre 2009. Il introduit une réduction du taux de contribution de 0.4 points de pourcentage pour les entreprises qui présentent une masse salariale supérieure à 10 millions de francs et dont les prestations sont inférieures à la moitié du montant des contributions encaissées. Cette réduction était la seule solution pour conserver un affilié hautement contributeur. Son départ aurait provoqué une perte importante, nécessitant une augmentation des contributions à charge des autres employeurs affiliés, dont l'Etat et les institutions paraétatiques. Prise dans l'urgence cet été, cette décision a été soumise rétroactivement au vote et approuvée à l'unanimité des commissaires.

*A contrario*, certaines entreprises, largement déficitaires dans leur dispositif d'allocations familiales, chargent le fonds de la caisse cantonale mais décomptent leur régime du premier pilier auprès d'institutions privées et leur paient des frais administratifs. Elles transfèrent ainsi leurs responsabilités sociales dans le domaine des allocations familiales sur les affiliés du secteur public.

Afin de limiter ce genre de comportement, la direction de la CCNC souhaite introduire dès 2013 des frais administratifs à hauteur de 2% des contributions, qui seront facturés aux employeurs qui décomptent uniquement des allocations familiales à la caisse publique de compensation. Les membres de la commission ont appuyé cette décision.

Ces éléments mettent en exergue la nécessité d'introduire dans le domaine des allocations familiales une solidarité entre les secteurs de l'économie. Les écarts entre les taux de cotisations pratiqués par les caisses sont trop importants. Elles mènent actuellement une concurrence qui n'est pas appropriée pour une prestation qui traduit la valeur sociale et collective des enfants. Les dysfonctionnements, induits par les caractéristiques salariales et démographiques différentes entre secteurs de l'économie devront être solutionnés, probablement par un fonds de surcompensation. Ce thème sera repris et examiné lors du traitement de l'initiative du parti socialiste "*Pour des allocations familiales équitables*".

Les budgets 2013 de la CCNC et de la Caisse d'allocations familiales ont été examinés et commentés.

Les rapports de révisions principales et les rapports de clôtures des comptes de l'exercice 2011, élaborés par l'organe de révision, PricewaterhouseCoopers SA, de la CCNC et de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales ont été remis et portés à la connaissance des membres de la commission. Les synthèses du résultat des révisions et les conclusions des rapports relèvent que l'organisation et les processus de travail sont conformes aux dispositions légales et que la comptabilité est tenue avec exactitude.

Les commissaires ont pris connaissance à la satisfaction générale des activités déployées par la CCNC depuis le 1er janvier 2012.

Enfin, en raison de la nouvelle législature qui s'amorce en 2013, la nomination des membres de la commission de gestion devra être renouvelée et les nouvelles autorités seront interpellées pour le choix de sa composition.

Neuchâtel, le 31 décembre 2012



T. Grosjean

Conseiller d'Etat, chef du DEC  
Président des commissions précitées



### Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation (CCNC) est une institution autonome de droit public dotée de la personnalité juridique. Fondée le 1<sup>er</sup> janvier 1948 par le Canton, son administration est séparée de celle de l'Etat. La Caisse est soumise aux instructions ainsi qu'à la surveillance de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

L'organe de révision de la CCNC est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel. Il procède à deux révisions annuelles, soit une pour le contrôle des comptes de l'année précédente et une autre concernant l'application des dispositions légales.

### Tâches

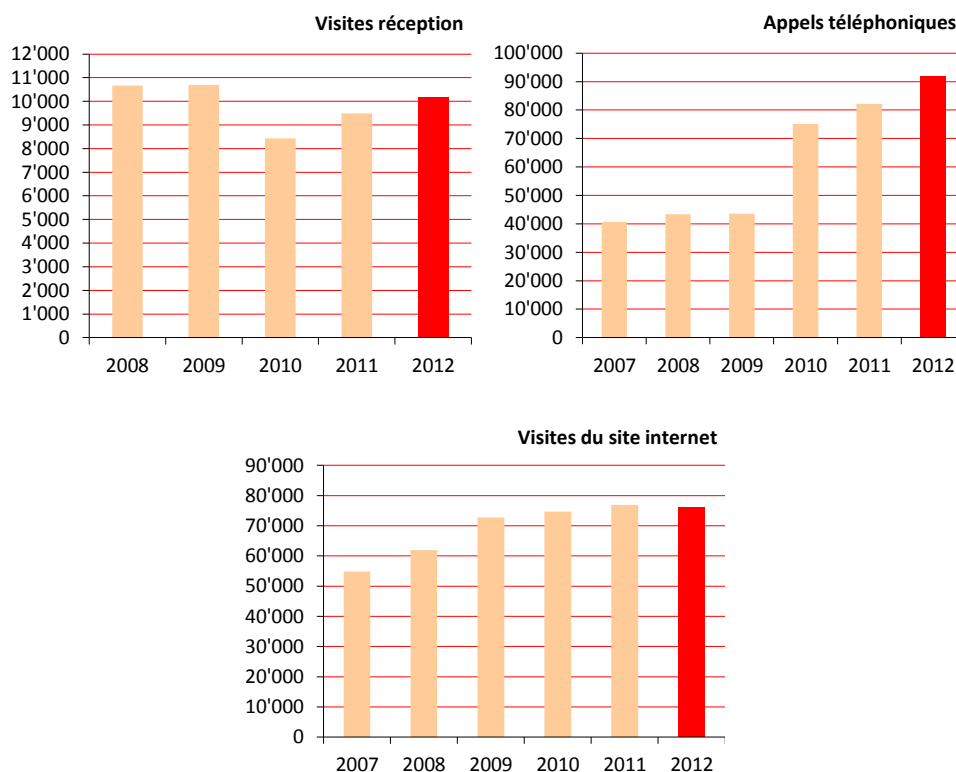
Conformément à la législation fédérale, la Caisse est chargée d'appliquer les dispositions prévues dans le domaine des assurances sociales, soit l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), l'assurance-invalidité (AI), les allocations pour perte de gain et de maternité (APG), la perception des cotisations d'assurance-chômage (AC), la redistribution du produit de la taxe sur le CO<sub>2</sub> et les allocations familiales dans l'agriculture (AFA). Elle est également l'organe de contrôle en matière d'affiliation des entreprises à la prévoyance professionnelle (LPP) et à l'assurance-accidents (LAA). D'autres tâches lui sont confiées par le Canton, telles que les prestations complémentaires (PC).

Les allocations familiales et la perception des contributions pour le Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP) et le Fonds pour les structures d'accueil extrafamilial sont des domaines attribués à la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales, dont l'administration est assurée par la CCNC.

### Informations au public

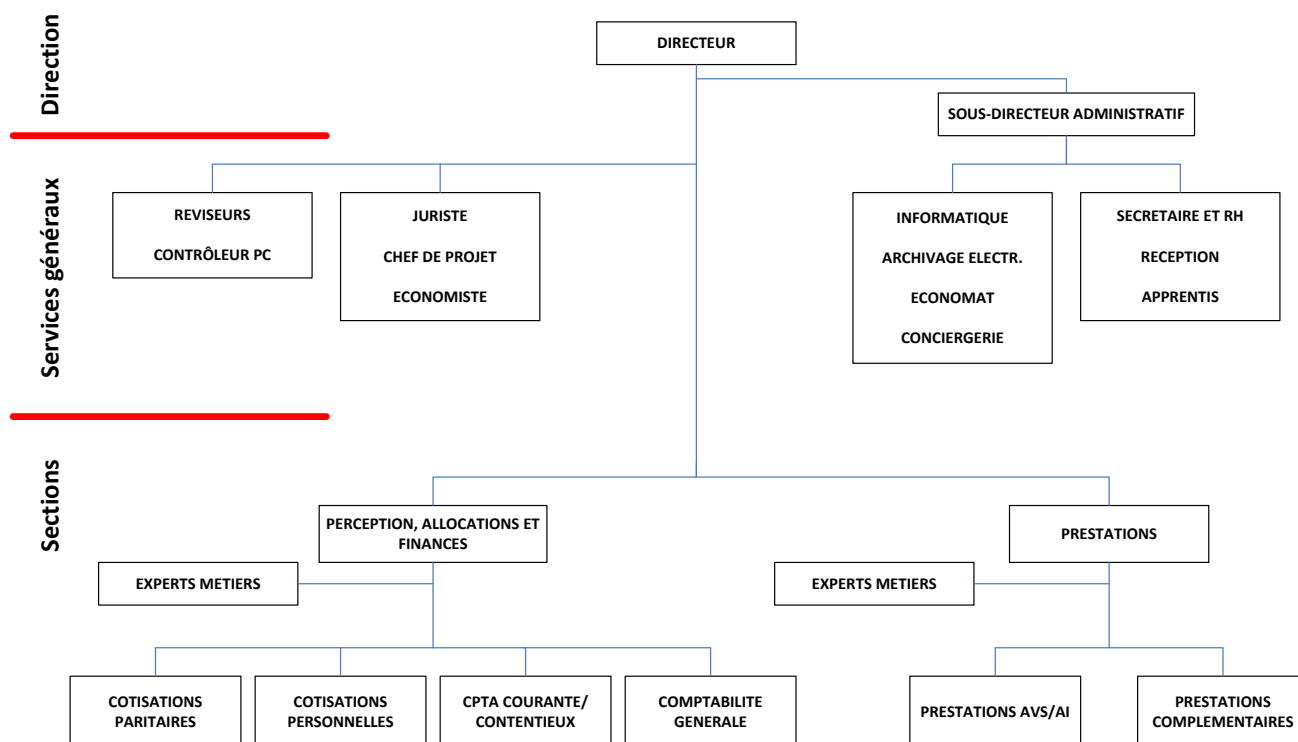
L'information au grand public s'est diffusée par voie de presse, par des cours de préparation à la retraite et par notre site internet.

Jusqu'en 2009, le nombre d'appels téléphoniques recense les seuls appels parvenus directement à la réception. Dès 2010, les statistiques comprennent également les appels directs aux collaborateurs des services.

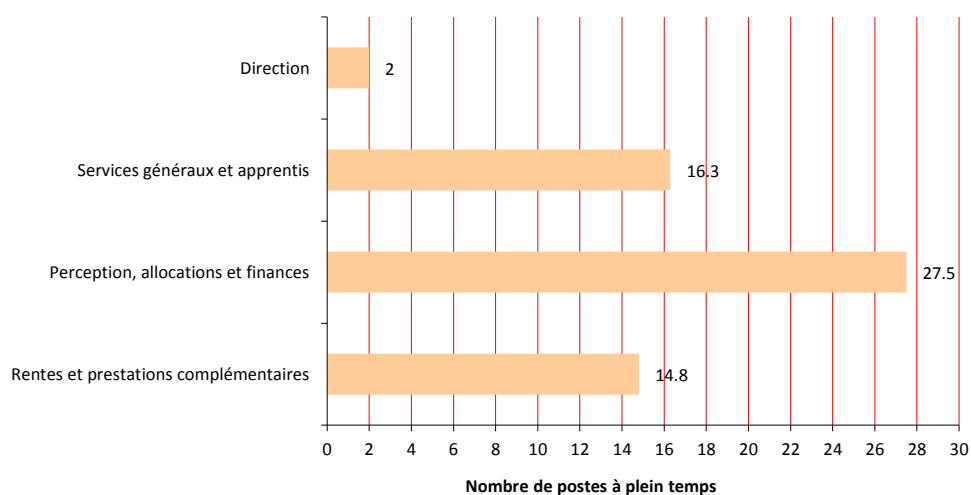




Organigramme au 31 décembre 2012



Le diagramme suivant illustre l'organisation générale de la Caisse au 31 décembre 2012, soit le nombre de postes de travail complets, qui se monte à 60.6, répartis selon les secteurs d'activités. A noter que nous collaborons avec les différentes instances cantonales dans le cadre de la réintégration professionnelle et que ces postes, ainsi que quelques postes de stagiaires, ne ressortent pas dans le diagramme ci-après.





Collaboration avec notre partenaire informatique Soreco Publica AG (ex HR Mathieu Software AG)

Nos applicatifs de prestations n'ont subi aucune modification durant l'année 2012.

Collaboration avec notre partenaire informatique Futura Management AG

NIL (Neue Informatik Lösung) :

Les travaux de développement suivants ont été effectués sur notre applicatif NIL (domaines des cotisations, de la comptabilité courante des affiliés, des comptes individuels, des allocations pour perte de gain, des allocations de maternité et des allocations familiales) durant l'année 2012:

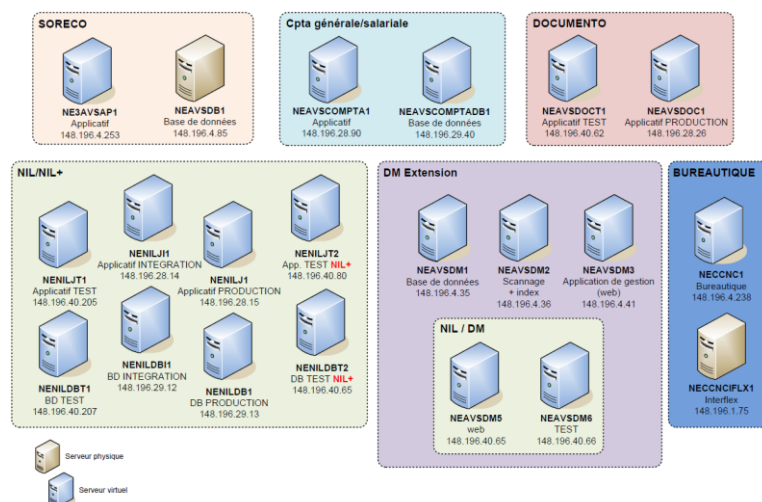
- Intégration d'un nouvel assujettissement dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour le prélèvement des cotisations dues au fonds pour les structures d'accueil extrafamilial (LAE) auprès de nos affiliés.
- Mise en production des échanges automatiques de communications fiscales via la plateforme d'échange SEDEX avec les différentes autorités fiscales suisses.
- Mise en production du registre fédéral des allocations pour perte de gain.
- Mise en production des échanges automatiques des avis de mutations via la plateforme d'échange SEDEX entre les caisses de compensation.
- Adaptations relatives au registre fédéral des allocations familiales (Change automne 2012).
- Travaux de développement dans le cadre de l'intégration des allocations familiales aux indépendants (cotisations et prestations) au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- Travaux de développement dans le cadre du prélèvement de frais de gestion auprès de nos affiliés qui décomptent uniquement les allocations familiales auprès de notre caisse de compensation.

NIL/NIL+ (domaines des prestations et de la comptabilité générale) :

Le développement informatique découlant de 28 processus de travail et de 166 cas d'application a été poursuivi durant l'année 2012. Une infrastructure de test a été mise en place auprès de notre caisse de compensation durant l'été. Une première livraison de données, ainsi que des premiers tests ont pu être réalisés. Les travaux de migration, de test et de formation seront intensifiés dès le mois de janvier 2013 (la mise en production étant planifiée pour août 2013). Des nouveaux programmes de comptabilité générale (Xpert.Finance) et de comptabilité salariale (Xpert.HRM) ont été mis en place durant le deuxième semestre 2012. La mise en production de ces programmes sera effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Collaboration avec notre partenaire informatique SIEN (Service Informatique de l'Entité Neuchâteloise)

Durant l'année 2012, deux nouveaux serveurs virtuels ont été installés dans le cadre des nouveaux programmes de prestations NIL+, deux autres nouveaux serveurs ont également été installés dans le cadre des nouveaux programmes de comptabilité générale et salariale. Enfin, trois serveurs ont été remplacés et virtualisés dans le cadre de l'archivage électronique.



**LA CCNC CHANGE  
ACTUELLEMENT  
L'ENSEMBLE DE SES  
APPLICATIONS  
INFORMATIQUES.**



Cotisations AVS/AI/APG/AC/ALFA/AFA (en mio de francs)	2011	2012	+/- (%)
Cotisations paritaires AVS/AI/APG	222.631	231.905	4.17
Cotisations personnelles AVS/AI/APG	32.379	33.620	3.83
Cotisations à l'assurance-chômage	45.236	47.682	5.41
Cotisations ALFA	46.796	48.706	4.08
Cotisations AFA (agriculture fédérale)	0.269	0.303	12.64
	<b>347.311</b>	<b>362.216</b>	<b>4.29</b>
<b>Prestations AVS (en mio de francs)</b>			
Rentes ordinaires AVS	388.131	400.560	3.20
Rentes extraordinaires AVS	0.605	0.664	9.75
Allocations pour impotents AVS	7.993	7.235	-9.48
	<b>396.729</b>	<b>408.459</b>	<b>2.96</b>
<b>Prestations AI (en mio de francs)</b>			
Rentes ordinaires AI	73.661	70.413	-4.41
Rentes extraordinaires AI	18.507	18.645	0.75
Allocations pour impotents AI	6.949	5.789	-16.69
Indemnités journalières AI	6.269	7.455	18.92
	<b>105.386</b>	<b>102.302</b>	<b>-2.93</b>
<b>Prestations complémentaires (en mio de francs)</b>			
Prestations complémentaires AVS	66.599	69.770	4.76
Frais médicaux AVS	7.341	7.737	5.39
Prestations complémentaires AI	41.386	41.915	1.28
Frais médicaux AI	3.951	4.011	1.52
	<b>119.277</b>	<b>123.433</b>	<b>3.48</b>
<b>Allocations pour perte de gain et de maternité fédérale (en mio de francs)</b>			
Allocations pour perte de gain (APG)	7.711	8.335	8.09
Allocation de maternité fédérale (AMAT)	7.557	7.355	-2.67
	<b>15.268</b>	<b>15.690</b>	<b>2.76</b>
<b>Allocations familiales et de naissance (en mio de francs)</b>			
Prestations ALFA aux salariés	44.362	46.329	4.43
Prestations ALFA aux non-actifs	1.928	1.842	-4.46
Prestations AFA (agriculture fédérale)	2.602	2.392	-8.07
	<b>48.892</b>	<b>50.563</b>	<b>3.42</b>
<b>Nombre d'affiliés</b>			
Nombre d'affiliés CCNC (nouvel outil de statistiques dès le 01.04.2011)	<b>23'578</b>	<b>24'527</b>	<b>4.02</b>
<b>Contributions</b>			
Contributions aux frais d'administration (en mio de francs)	<b>4.900</b>	<b>5.342</b>	<b>9.02</b>
<b>Bilan comptable de la CCNC (en mio de francs)</b>			
Réserves générales	4.330	4.742	9.51
Bénéfice	0.411	0.530	28.95
<b>Bilan comptable de la Caisse ALFA (en mio de francs)</b>			
Fonds de réserves	22.632	24.047	6.25
Bénéfice	0.950	1.415	48.95

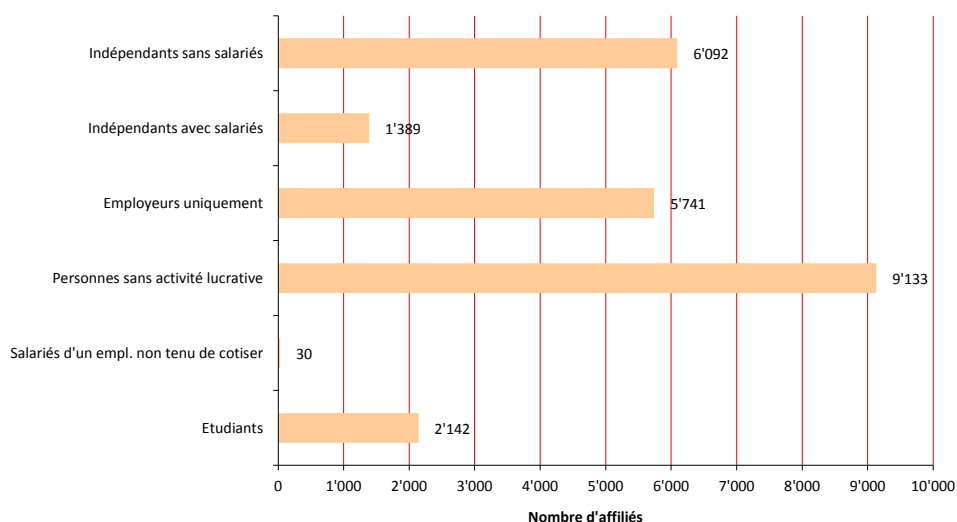


**NOS AFFILIES SONT AU CENTRE DE NOS PREOCCUPATIONS.**

### Fichier central des affiliés

Affiliés à la CCNC	31.12.2011	31.12.2012	+/- (%)
Indépendants sans salariés	5'898	6'092	3.29
Indépendants avec salariés	1'362	1'389	1.98
Employeurs uniquement	5'469	5'741	4.97
Personnes sans activité lucrative	8'833	9'133	3.40
Salariés d'un employeur non soumis à cotisations	36	30	-16.67
Etudiants soumis à la cotisation minimale	1'980	2'142	8.18
	<b>23'578</b>	<b>24'527</b>	<b>4.02</b>

Répartition des affiliés au 31 décembre 2012



Affiliés aux caisses professionnelles et interprof.	31.12.2011	31.12.2012	+/- (%)
	<b>10'754</b>	<b>10'173</b>	<b>-5.40</b>

### Cotisations

65 formulaires E101 (certificats de détachement) ont été attestés durant l'année 2012.

4 attestations de détachement pour les USA ont été établies.

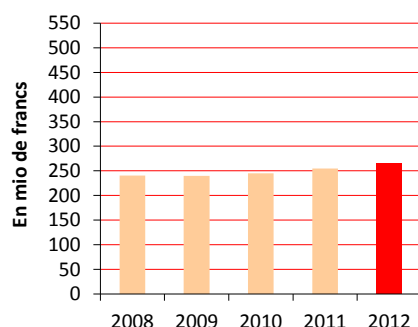
Le service des non actifs a traité 1'557 cas de remises du paiement des cotisations pour les personnes émargeant aux services sociaux.

Pour l'année 2012, en ce qui concerne les indépendants, 10 oppositions ont été émises contre des décisions de cotisations et 4 contre la non reconnaissance du statut d'indépendant. Deux recours ont été interjetés contre une décision sur opposition. 11 oppositions sur intérêts moratoires sur cotisations personnelles pour indépendants ont été examinées.

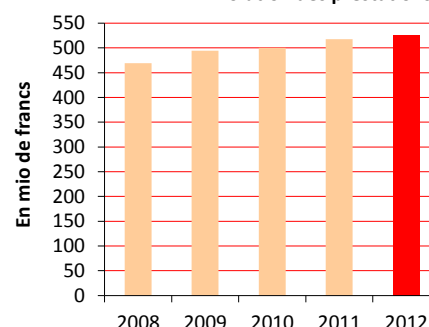
Pour les non actifs, il a fallu répondre en 2012 à 14 oppositions à des décisions de cotisations, 2 à des décomptes d'intérêts moratoires et 1 à un statut de non actif.

Les décisions établies en 2012 pour les étudiants n'ont suscité qu'une opposition.

Evolution des cotisations



Evolution des prestations





### Contrôles d'employeurs

Durant l'exercice 2012, le secteur de révision a procédé à 287 contrôles dans le domaine de l'AVS/AI/APG/AC au siège des affiliés.

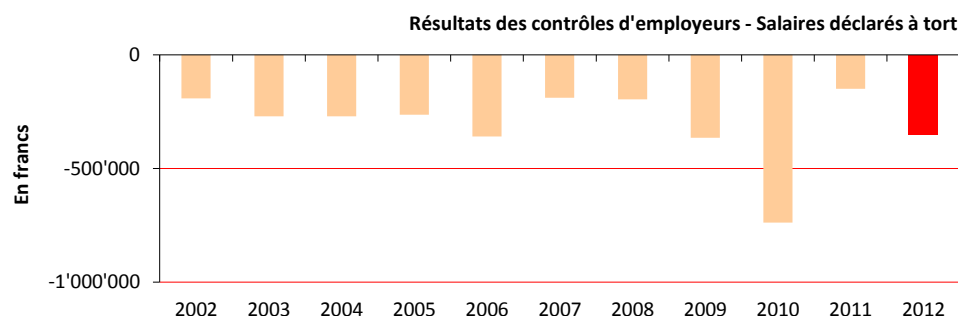
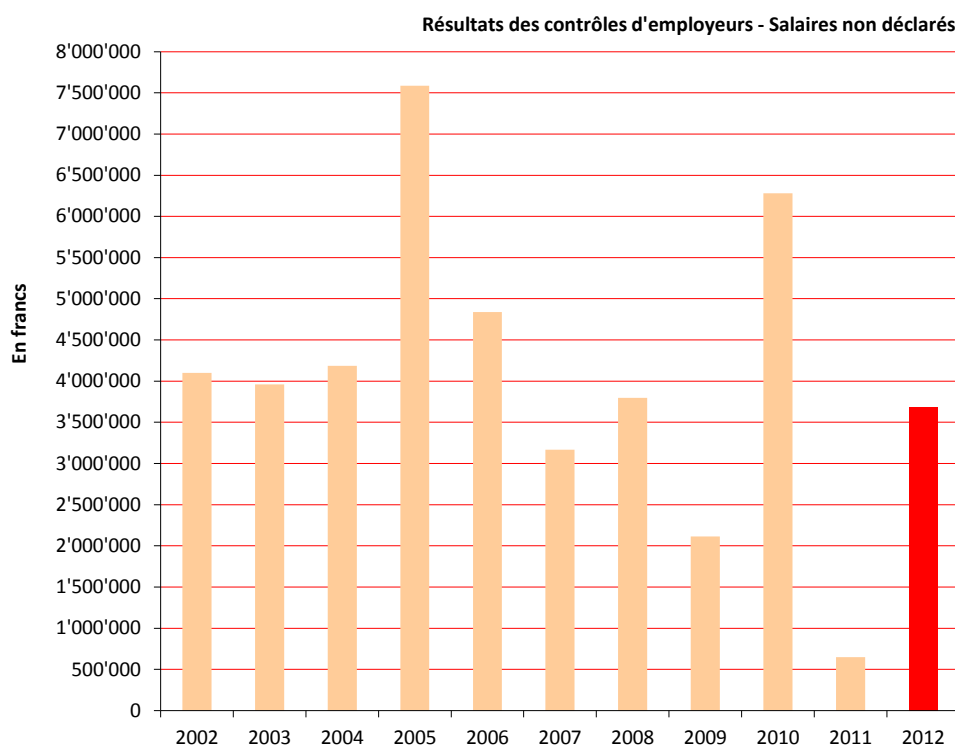
Des rectificatifs ont dû être établis dans 78 cas (soit le 27.17%).

Durant la même année, la SUVA a procédé à 210 contrôles dans le domaine de l'AVS/AI/APG/AC au siège des affiliés.

Des rectificatifs ont dû être établis dans 75 cas (soit le 35.71%).

	Salaires Fr.	AVS/AI/APG Fr.	Frais d'adm. Fr.	AC Fr.	Intérêts Fr.
Non déclarés	3'684'693.15	370'358.25	6'667.05	54'143.80	56'088.50
Déclarés à tort	351'175.50	32'838.60	573.65	4'760.90	3'522.95

**NOUS COLLABORONS  
EGALEMENT AVEC LA  
SUVA POUR EFFECTUER  
LES CONTRÔLES.**





## Certificats d'assurance AVS et comptes individuels

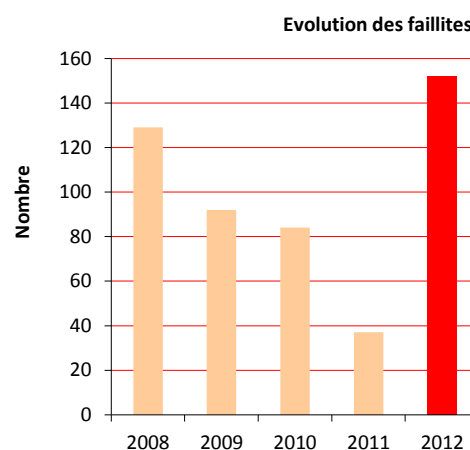
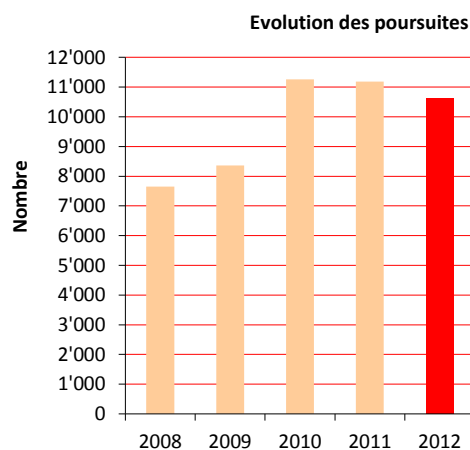
<b>Etablissements d'un certificat d'assurance sans ouverture d'un compte individuel</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Lors du début de l'assujettissement à l'obligation de cotiser	386	353
Lors de la demande de prestations pour une personne non soumise à cotisations	14	2
Lors de la modification de l'état personnel	34	39
Lors de l'attribution du numéro d'assuré à une personne non soumise à cotisations et à qui il n'est servi aucune prestation	591	746
Lorsque le certificat a été égaré	2'900	3'043
Lors de plusieurs certificats pour la même personne, lors d'un certificat dont toutes les cases sont utilisées, lors d'un certificat défectueux, lors d'un certificat portant un numéro d'assuré inférieur à onze chiffres	40	58
	<b>3'965</b>	<b>4'241</b>
<b>Etablissements d'un certificat d'assurance avec ouverture d'un compte individuel</b>		
Lors du début de l'assujettissement à l'obligation de cotiser	1'397	1'388
Lors de la modification de l'état personnel	1	0
Lorsque le certificat a été égaré	929	517
Lors de plusieurs certificats pour la même personne, lors d'un certificat dont toutes les cases sont utilisées, lors d'un certificat défectueux, lors d'un certificat portant un numéro d'assuré inférieur à onze chiffres	2	5
	<b>2'329</b>	<b>1'910</b>
<b>Enregistrements d'un certificat d'assurance avec ouverture d'un compte individuel</b>		
Lorsque le certificat est présenté	743	1'825
Lors de l'ouverture d'un compte individuel en l'absence du certificat AVS	7'627	5'667
Lors de la réouverture d'un compte individuel après un rassemblement	1'133	1'138
Lors de l'ouverture d'un compte individuel pour un rentier	421	566
	<b>9'924</b>	<b>9'196</b>
<b>Rassemblements CC 24 sans ouverture d'un compte individuel</b>		
En cas de rente AVS pour un assuré ayant l'âge de la retraite ou pour un assuré décédé	113	87
En cas de calcul prévisionnel de la rente AVS	515	428
Interne à la Caisse sans mention de l'employeur	76	90
Interne à la Caisse avec mention de l'employeur	5'080	5'985
En cas de splitting (partage des revenus)	678	591
Extraits de comptes à l'intention de l'assuré	1'184	1'056
	<b>7'646</b>	<b>8'237</b>
<b>Rassemblements CC 24 avec ouverture d'un compte individuel</b>		
En cas de rente AVS pour un assuré ayant l'âge de la retraite ou pour un assuré décédé	1'037	1'095
En cas de rente d'invalidité pour un assuré n'ayant pas l'âge de la retraite	283	211
	<b>1'320</b>	<b>1'306</b>
<b>Comptes individuels</b>		
Inscriptions sur les comptes individuels	89'408	103'382
Etat du fichier des comptes individuels au 31 décembre (actifs et passifs)	395'491	406'206



### Contentieux

Durant l'exercice 2012, les intérêts moratoires de 5% par an dus par des débiteurs ont produit la somme de Fr. 1'012'071.90.

Evolution entre 2011 et 2012	2011	2012	+/- (%)
Rappels (depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2011)	16'642	24'188	-
Sommations	12'799	12'904	0.82
Sursis (arrangements)	975	1'225	25.64
Réquisitions de poursuites	6'605	6'216	-5.89
Réquisitions de continuer la poursuite	4'247	4'025	-5.23
Mainlevées d'opposition	336	361	7.44
Faillites	37	152	310.81
Créances irrécouvrables	101	280	177.23
Actes de défaut de biens	1'352	3'018	123.22
Actions en réparation de dommage (art. 52 LAVS)	28	18	-35.71
Oppositions	11	5	-54.54
Dénonciations pénales selon art. 87, al. 2 et/ou 3 LAVS	35	23	-34.29
Dénonciations pénales selon art. 88, al. 3 LAVS	354	283	-20.06
Dénonciations pénales selon art. 169 CPS	124	94	-24.19





### Prestations AVS et AI

L'évolution du nombre des bénéficiaires se présente comme suit :

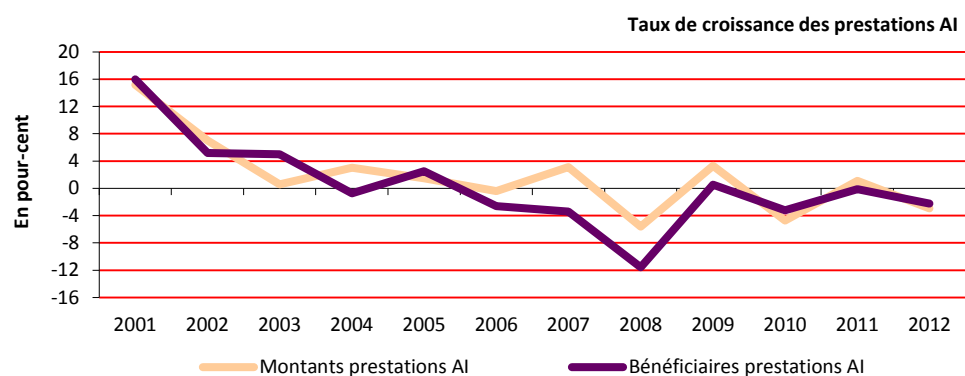
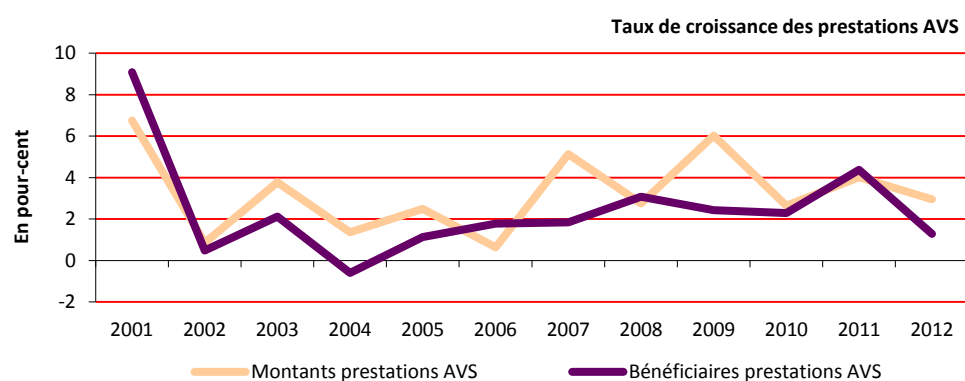
Rentes ordinaires AVS	2011	2012	+/- (%)
Rentes de vieillesse simples	17'276	17'589	1.81
Rentes de survivants	644	635	-1.39
Rentes complémentaires pour conjoints	37	32	-13.51
Rentes d'orphelins simples	406	391	-3.69
Rentes d'orphelins doubles	2	0	-100
Rentes complémentaires pour enfants	204	223	9.31
Allocations pour impotents	762	710	-6.82
	<b>19'331</b>	<b>19'580</b>	<b>1.28</b>

Rentes extraordinaires AVS			
Rentes de vieillesse simples	36	38	5.55
Rentes d'orphelins simples	0	0	0
Rentes d'orphelins doubles	2	1	-50
	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>2.63</b>

Rentes ordinaires AI			
Rentes simples d'invalidité	3'129	3'033	-3.06
Rentes complémentaires pour enfants	1'198	1'132	-5.50
Rentes complémentaires doubles pour enfants	2	0	-100
Allocations pour impotents	553	560	1.26
	<b>4'882</b>	<b>4'725</b>	<b>-3.21</b>

Rentes extraordinaires AI			
Rentes simples d'invalidité	906	917	1.21
Rentes complémentaires pour enfants	120	134	11.66
Rentes complémentaires doubles pour enfants	0	0	0
	<b>1'026</b>	<b>1'051</b>	<b>2.43</b>

**LE NOMBRE TOTAL DE BÉNÉFICIAIRES DE PRESTATIONS AVS ET AI EN 2012 SE MONTE A 25'395.**





### Prestations complémentaires

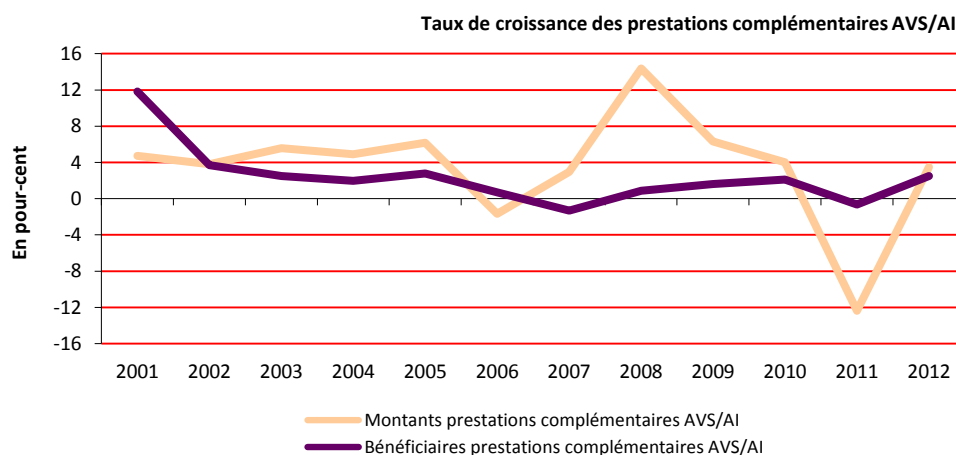
L'évolution du nombre des bénéficiaires se présente comme suit :

Prestations complémentaires	2011	2012	+/- (%)
Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	4'439	4'572	2.99
Prest. complém. sur rentes de vieillesse extraordinaires	43	43	0
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	179	187	4.46
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	2'013	2036	1.14
Prest. complém. sur rentes d'invalidité extraordinaires	730	746	2.19
Prest. complém. sur indemnités journalières AI	10	16	60
	<b>7'414</b>	<b>7'600</b>	<b>2.50</b>

#### dont bénéficiaires placés durablement dans un home

Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	1'440	1'469	2.01
Prest. complém. sur rentes de vieillesse extraordinaires	27	29	7.40
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	4	5	25
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	169	177	4.73
Prest. complém. sur rentes d'invalidité extraordinaires	334	335	0.29
Prest. complém. sur indemnités journalières AI	3	3	0
	<b>1'977</b>	<b>2'017</b>	<b>2.02</b>

Le nombre des dossiers de bénéficiaires durablement placés dans un home se monte à 26.67% pour l'année 2011 et à 26.54% en 2012.



### Contrôles en matière de prestations complémentaires

#### Contrôles internes :

Les activités de contrôles internes constituent principalement une aide à l'instruction des dossiers.

Toutes les nouvelles demandes de PC sont réceptionnées par le contrôleur PC qui recherche si les montants des rentes AVS/AI versées correspondent aux montants annoncés. Pour les demandeurs de PC/AI, le degré d'invalidité est contrôlé. Une vérification systématique des données fiscales est opérée à chaque nouvelle demande de PC. L'objectif est de dépister les variations anormales de fortune et de revenu en analysant la situation économique du requérant sur les quatorze années précédant le dépôt de sa demande. De plus, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, l'office des impôts immobiliers et de succession nous communique toutes les avances d'hoiries enregistrées.

Ces démarches sont faites dans l'optique de déterminer s'il y a donation ou dessaisissement et le cas échéant de reprendre lesdits montants dans le calcul PC. Les investigations peuvent être longues car elles nécessitent d'importantes recherches auprès du service des contributions, du registre foncier et de l'office des impôts immobiliers et de succession. Il n'est pas possible de déterminer l'impact financier de ces démarches mais on peut affirmer qu'il n'est pas négligeable.



Durant l'année 2012, sur requêtes des collaborateurs en charge des dossiers PC, le contrôleur a procédé à l'analyse de 16 situations liées à un problème fiscal ou immobilier et 18 dossiers représentant des situations de successions très complexes. Par ailleurs, un contrôle de gestion administrative est fait lors de modifications des PC suite à des révisions de rentes AVS/AI. Il peut s'agir de compensations internes, suppressions de loyer suite à un placement, restitutions non demandées lors d'un décès. Au cours de l'exercice 2012, 17 dossiers ont nécessité un suivi et un montant de **Fr. 85'234.-** a pu être récupéré ou économisé pour des PC versées indûment.

#### Contrôles externes :

A la demande des collaboratrices et collaborateurs des prestations complémentaires et des agences régionales AVS, 50 enquêtes ont été engagées.

Il a été notamment contrôlé si les personnes vivaient réellement à l'adresse indiquée et si la composition du ménage était exacte (éventuelle cohabitation non annoncée).

Un contrôle de la durée des séjours hors de Suisse est ponctuellement fait puisqu'un bénéficiaire de prestations complémentaires ne devrait pas séjourner, dans l'année, plus de 3 mois à l'étranger.

Dans cette catégorie, 4 dossiers se sont révélés positifs et ont engendré une économie réelle de **Fr. 41'447.-**.

Finalement, 709 dossiers de bénéficiaires ont été contrôlés afin de comparer avec les impôts si toutes les rentes étaient annoncées correctement. Les revenus d'activité lucrative ainsi que les modifications de fortune ont également été contrôlés et cette tâche a permis d'économiser (demandes de restitution) sur le reste de l'année un montant de **Fr. 240'611.-**.

De plus, tous les décès de bénéficiaires de prestations complémentaires sont recensés. Cette démarche permet de comparer les inventaires de succession et les montants de fortune annoncés dans les dossiers, afin de voir s'il y a concordance, et le cas échéant de demander aux héritiers les montants indûment perçus. Seules les successions présentant une fortune supérieure aux déductions légales sont analysées. Les montants récupérés auprès des héritiers représentent **Fr. 219'532.-**.

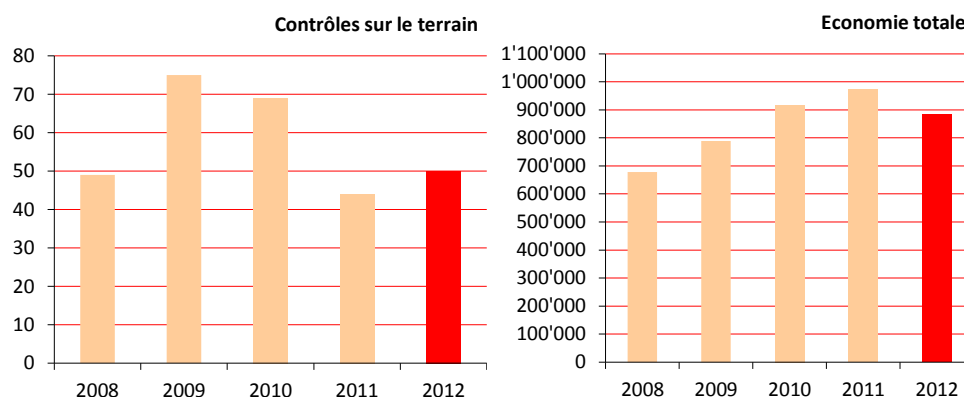
Par ailleurs, les dossiers clos entre deux révisions périodiques, représentent en 2012 une économie de **Fr. 297'518.-**.

#### Statistiques :

L'ensemble des contrôles a généré une reprise de **Fr. 467'145.-**, à laquelle s'ajoute une économie réelle de **Fr. 417'197.-**.

Les contrôles internes représentent Fr. 85'234.- (9,7%) et les contrôles externes Fr. 799'108.- (90,3%).

**LES ACTIVITES DE CONTRÔLES DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ONT GENERE UNE REPRISE DE PLUS DE 467'000 FRANCS.**



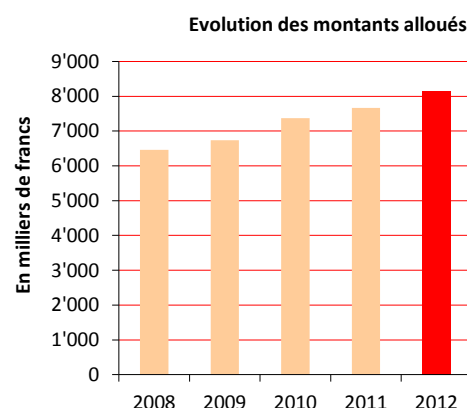
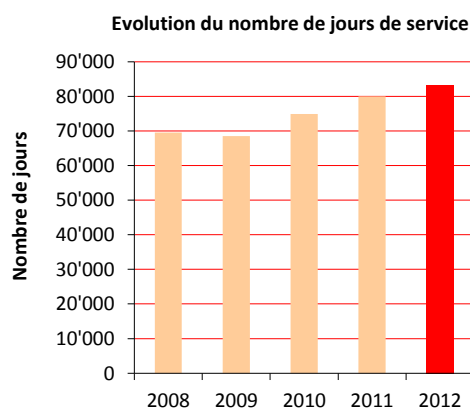


### Allocations pour perte de gain

Durant l'année 2012, les décomptes d'allocations pour perte de gain (APG) n'ont fait l'objet d'aucune opposition. Les données statistiques 2012 se présentent comme suit :

Genres de services	Nombre de jours de service	Montant total*
Service normal	17'491	2'062'531.00
Recrue	22'547	1'424'217.00
Service d'avancement	13'304	1'547'828.40
Recrutement	736	46'054.00
Sous-officier en service long	2'321	233'561.00
Protection civile	650	83'643.60
Formation de base protection civile	800	49'600.00
Cadres/spécialistes protection civile	698	98'368.60
Jeunesse et sport	1'142	139'948.00
Service civil	16'142	1'982'824.40
Service civil recrue	7'347	470'767.00
Jeunes tireurs	6	1'231.20
	<b>83'184</b>	<b>8'140'574.20</b>

\* y compris participation aux cotisations AVS/AI/APG/AC.

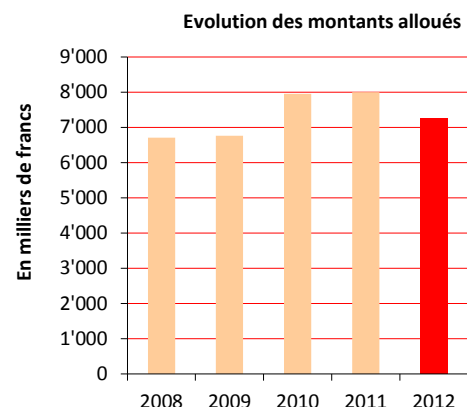
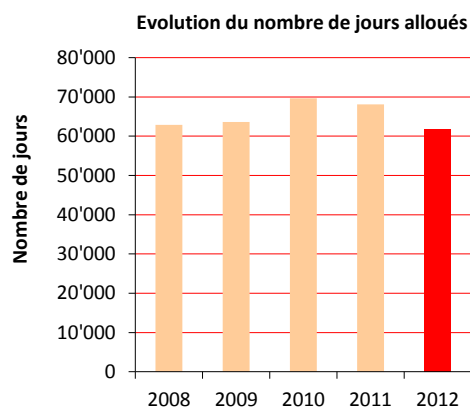


### Allocation de maternité fédérale

Les décomptes d'allocations de maternité fédérales (AMAT) n'ont fait l'objet d'aucune opposition durant l'exercice 2012. Les données statistiques 2012 se présentent comme suit :

Nombre de jours alloués	Montant total*
61'725	7'264'372.80

\* y compris participation aux cotisations AVS/AI/APG/AC.





### Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture (loi fédérale)

Les agriculteurs neuchâtelois sont toujours répertoriés en deux régions distinctes, l'une de plaine, également applicable aux viticulteurs, l'autre de montagne.

En région de plaine, les agriculteurs et viticulteurs ont bénéficié d'une allocation mensuelle de Fr. 200.- par enfant. En ce qui concerne la région de montagne, ils ont touché une allocation mensuelle de Fr. 220.- par enfant. L'octroi des allocations familiales n'est plus soumis à une limite de revenu dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Une allocation de formation professionnelle d'un montant fixé à Fr. 250.- en région de plaine, augmenté à Fr. 270.- en région de montagne, est versée mensuellement pour chaque enfant, dès le 16<sup>ème</sup> anniversaire et jusqu'à la fin de sa formation, mais pas au-delà de son 25<sup>ème</sup> anniversaire.

Pour les travailleurs agricoles et viticoles (salariés), une allocation de ménage est également allouée, pour autant que les bénéficiaires répondent aux exigences légales.

Allocations familiales aux travailleurs agricoles et viticoles	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	75	14
Nombre d'allocations de ménage	73	12
Nombre d'allocations pour enfant	76	39
Nombre d'allocations de formation professionnelle	41	4
<b>Totaux des allocations versées (en francs)</b>	<b>310'950</b>	<b>84'234</b>

Allocations familiales aux indépendants dans l'agriculture et la viticulture	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	87	266
Nombre d'allocations enfants	125	449
Nombre d'allocations de formation professionnelle	67	178
<b>Totaux des allocations versées (en francs)</b>	<b>440'850</b>	<b>1'574'590</b>



Centrale de compensation (ZAS) - Compte de fonds

	2011		2012	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
<b>Cotisations AVS/AI/APG</b>				
Amortissements de cotisations personnelles	43'235.75		650'028.05	
Amortissements de cotisations paritaires	199'692.50		160'772.10	
Intérêts moratoires irrécouvrables	28'762.30		30'522.55	
Intérêts rémunérateurs sur cotisations	111'522.35		275'926.30	
Cotisations personnelles		32'379'200.85		33'620'141.50
Cotisations paritaires		222'631'839.80		231'905'141.70
Indemnités en réparation du dommage		31'631.35		42'098.65
Recouvrements de cotisations personnelles amorties		20'204.40		1'786.15
Recouvrements de cotisations paritaires amorties		3'239.80		
Intérêts moratoires sur cotisations		589'936.10		1'014'365.95
<b>AVS</b>				
Rentes ordinaires	388'131'244.00		400'560'226.00	
Rentes extraordinaires	605'289.00		664'134.00	
Allocations pour impotents	7'993'466.00		7'235'504.00	
Frais et dépens	0.00		1'782.00	
Taxes d'affranchissement	440.55		8'622.45	
Amortissements de prestations à restituer	2'329.00			
Remises de prestations à restituer	14'023.00		61'524.00	
Intérêts rémunérateurs sur prestations	3'031.00		1'293.00	
Prestations à restituer		383'840.15		660'659.00
<b>AI</b>				
Rentes ordinaires	73'661'064.85		70'413'622.00	
Rentes extraordinaires	18'507'191.00		18'645'149.00	
Allocations pour impotents	6'949'720.00		5'789'435.00	
Indemnités journalières	6'269'295.40		7'455'714.30	
Office AI	9'547'165.02		10'204'884.66	
Frais et dépens	69'028.05		92'509.90	
Amortissements de prestations à restituer	67'638.00		86'743.00	
Remises de prestations à restituer	21'115.25		10'099.85	
Participation aux cotisations	371'364.90		452'005.75	
Intérêts rémunérateurs sur prestations	158'478.00		124'095.00	
Prestations à restituer		291'538.60		325'031.20
Indemnités journalières à restituer		159'507.40		124'787.60
<b>APG</b>				
Allocations pour perte de gain	7'711'101.50		8'335'125.50	
Allocations de maternité	7'557'868.20		7'355'807.20	
Participation aux cotisations	903'240.90		920'312.30	
Prestations à restituer		76'357.40		118'638.20
<b>AFA</b>				
Allocations familiales aux salariés (agriculture)	437'970.50		345'312.00	
Allocations familiales aux indépendants (agriculture)	2'165'150.00		2'047'111.00	
Indem. frais de gestion	38'603.00		37'369.00	
Cotisations		269'505.35		303'138.15
Indemnités en réparation du dommage		121.45		0.00
Prestations à restituer		4'630.00		24'680.00

suite à la page suivante



AC	2011		2012	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Amortissements de cotisations	45'403.05		31'916.50	
Indemnités pour frais de gestion	183'231.20		203'373.40	
Cotisations		45'236'326.20		47'682'201.25
Indemnités en réparation du dommage		6'753.3		8'580.10
Recouvrements de cotisations amorties		957.55		0.00
<b>Taxe CO2</b>				
Redistribution taxe CO2 aux entreprises	1'270'524.25		996'197.15	
Ristourne redistribution taxe CO2 à l'OFEV via CdC		911.90		929.20
<b>Report en faveur du cpte courant de la Centrale</b>	<b>302'696'367.88</b>		<b>318'504'969.40</b>	
<b>Report à charge du cpte courant de la Centrale</b>		<b>533'678'054.80</b>		<b>545'869'907.71</b>
	<b>835'764'556.40</b>	<b>835'764'556.40</b>	<b>861'702'086.36</b>	<b>861'702'086.36</b>

Centrale de compensation (ZAS) - Bilan comptable (AVS/AI/APG/AFA/AC)

Finances	2011		2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	12'499.30		19'181.70	
Chèques postaux	13'575'199.22		17'024'934.97	
Comptes bancaires	640'192.29		651'356.75	
Régularisation des mouvements d'espèces	762'023.55		644'760.00	
<b>Compensation</b>				
*Secteur comptable 4	558'263.98		1'168'963.53	
*Secteur comptable 5		320'482.39		1'095'783.15
*Secteur comptable 9		10'427'235.69		9'351'672.13
*Secteur comptable 2		2'758'169.19		5'293'036.45
*Secteur comptable 3		2'042'291.07		3'768'705.22
<b>AVS/AI/APG/AFA/AC</b>				
Affiliés	35'527'876.55		39'772'195.99	
Prestations à restituer	532'723.55		554'486.60	
Créances en réparation du dommage	1'291'360.70		1'267'571.30	
Paiements provisoires de rentes	12'800.00		5'017.00	
*Avoir/dettes envers le secteur comptable 1	0.00		0.00	
Différences sur compte courant		558'263.98		1'168'963.53
Compte courant Centrale de compensation		35'501'340.67		39'155'292.36
Paiements en retour		13'122.15		7'443.70
Autres comptes courants créanciers		673.30		0.00
Indemnités en réparation du dommage		1'291'360.70		1'267'571.30
Paiements non imputables		0.00		0.00
	<b>52'912'939.14</b>	<b>52'912'939.14</b>	<b>61'108'467.84</b>	<b>61'108'467.84</b>

- \* Secteur comptable 1 : Finances  
 Secteur comptable 2 : AVS/AI/APG/AFA/AC (Comptes de fonds)  
 Secteur comptable 3 : Organes d'exécution AI  
 Secteur comptable 4 : Prestations complémentaires (PC)  
 Secteur comptable 5 : Caisse d'allocations familiales (ALFA)  
 Secteur comptable 9 : Compte d'administration



Caisse de compensation - Compte d'administration générale

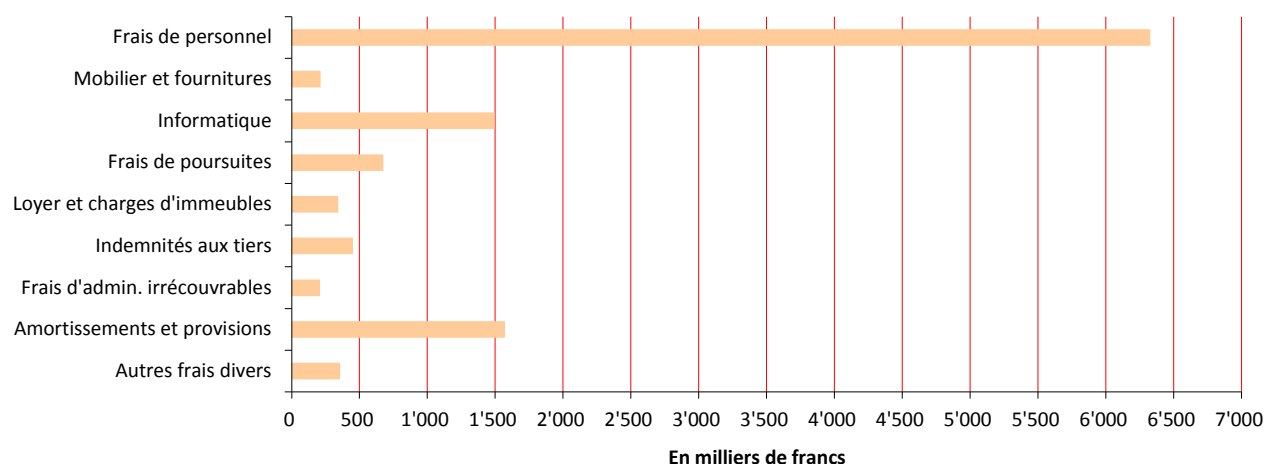
	2011		2012	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	6'269'439.14		6'327'940.45	
Fournitures et mobilier de bureau	273'982.10		213'425.50	
Informatique	1'985'841.68		1'496'127.44	
Autres frais divers	421'198.55		357'171.15	
Frais de poursuites	545'397.75		675'224.15	
Loyer + charges d'immeuble	347'286.65		343'770.31	
Indemnités aux agences	300'000.00		300'000.00	
Indemnités aux administrations fiscales	0.00		240.00	
Frais organe de révision externe	163'436.00		152'528.80	
Frais d'administration irrécouvrables	208'732.90		78'248.65	
Amortissements d'équipements	27'463.00		27'302.95	
Frais sur comptes courants	20'918.72		10'860.20	
Provisions moins-value sur titres	584'777.34		155'467.85	
Provisions prévoyance et prestations sociales	0.00		1'275'000.00	
Provisions investissements techniques	200'000.00		114'853.00	
Moins-value comptable sur titres	394'450.71		10'642.48	
Contributions aux frais d'administration		4'900'077.05		5'342'246.74
Autres contributions		140'118.95		121'155.71
Produits sur comptes courants et titres		121'946.96		132'507.78
Plus-value comptable sur titres		14'777.34		155'467.85
Emoluments		465'930.27		504'579.15
Indemnités autres tâches		203'750.50		238'438.00
Indemnités frais d'administration ALFA		1'622'510.92		1'370'467.32
Travaux pour tiers		37'426.60		132'120.38
Indemnités frais d'administration AVS/AFA/AC/AI		1'795'959.25		1'258'254.60
Indemnités frais d'administration PC		1'797'900.28		2'131'914.22
Autres produits divers		106'170.05		15'156.25
Frais de poursuites récupérés		556'340.85		658'493.78
Dissolutions de provisions		391'753.06		8'965.39
Excédent de produits	411'737.54		530'964.24	
	<b>12'154'662.08</b>	<b>12'154'662.08</b>	<b>12'069'767.17</b>	<b>12'069'767.17</b>

Caisse de compensation - Bilan comptable

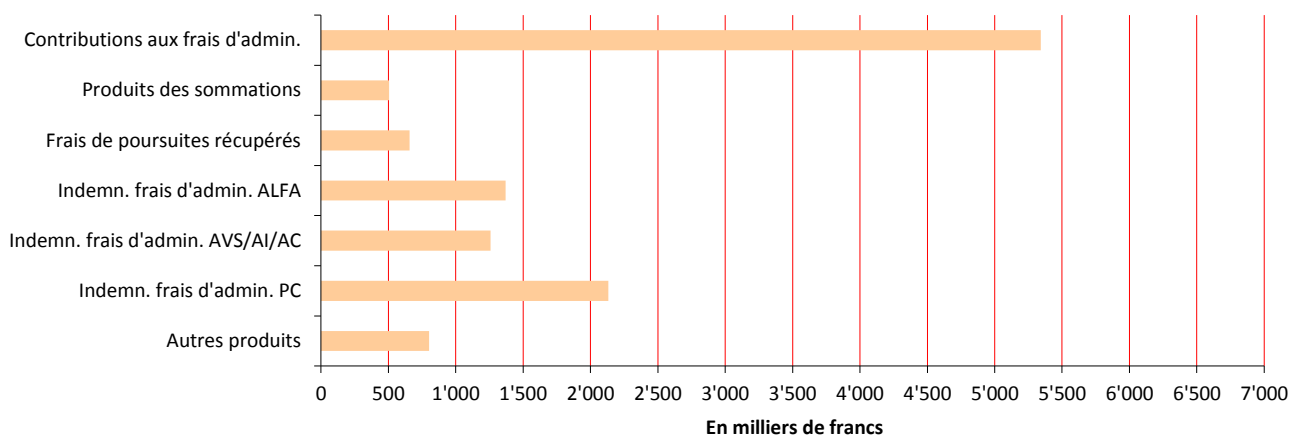
	2011		2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Débiteurs	2'279'251.35		2'650'482.70	
Placements	5'391'509.15		5'634'715.72	
Mobilier, machines	56'158.00		33'715.05	
Actifs transitoires	121'247.54		113'238.53	
Créanciers	2'042'291.07		3'768'705.22	
Avoir envers le secteur comptable 1		135'007.55		21'534.45
Provisions pour frais d'administration ordinaires		1'261'000.00		2'561'000.00
Provisions pour investissements techniques		2'885'147.00		3'000'000.00
Provisions moins-value sur titres		805'039.04		951'541.50
Passifs transitoires		61'759.85		393'313.36
Réserves générales		4'330'766.13		4'742'503.67
Bénéfice		411'737.54		530'964.24
	<b>9'890'457.11</b>	<b>9'890'457.11</b>	<b>12'200'857.22</b>	<b>12'200'857.22</b>



Répartition des charges 2012 par genre



Répartition des produits 2012 par genre



Evolution de la perte/du bénéfice





Prestations complémentaires (PC) - Compte de fonds

	2011		2012	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Prestations complémentaires AVS	66'599'123.00		69'770'862.00	
Frais médicaux AVS	7'341'950.00		7'737'230.00	
Amortissements de prest. complém. AVS à restituer	97'188.00		337'591.00	
Remises de prest. complém. AVS à restituer	74'924.00		20'398.00	
Prestations complémentaires AVS à restituer		2'114'036.95		1'396'545.25
Prestations complémentaires AI	41'386'632.00		41'915'537.00	
Frais médicaux AI	3'951'435.00		4'011'077.00	
Amortissements de prest. complém. AI à restituer	109'788.40		108'624.00	
Remises de prest. complém. AI à restituer	76'428.00		50'071.00	
Prestations complémentaires AI à restituer		1'688'474.20		1'641'392.20
Subvention de la Confédération		29'635'686.00		35'362'283.60
Subvention du Canton de Neuchâtel		86'199'271.25		85'551'168.95
	<b>119'637'468.40</b>	<b>119'637'468.40</b>	<b>123'951'390.00</b>	<b>123'951'390.00</b>

Prestations complémentaires (PC) - Compte d'administration

	2011		2012	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	1'198'038.64		1'287'853.33	
Fournitures et mobilier de bureau	22'697.85		26'899.72	
Informatique	204'583.10		331'795.76	
Autres frais divers	64'987.60		83'102.26	
Loyer + charges d'immeuble	66'013.06		65'530.93	
Indemnités dues à des tiers	185'687.23		269'313.82	
Intérêts du compte courant	51'223.60		62'752.10	
Amortissements d'équipements	4'669.20		4'666.30	
A la charge de la Confédération		1'315'695.00		1'334'730.00
A la charge du Canton de Neuchâtel		482'205.28		797'184.22
	<b>1'797'900.28</b>	<b>1'797'900.28</b>	<b>2'131'914.22</b>	<b>2'131'914.22</b>

Prestations complémentaires (PC) - Bilan comptable

	2011		2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Prestations à restituer	1'728'169.20		1'556'877.50	
Paiements en retour		5'977.00		2'989.00
Compte courant CCNC		12'149'427.89		10'905'560.63
Avoir envers le secteur comptable 1	10'427'235.69		9'351'672.13	
	<b>12'155'404.89</b>	<b>12'155'404.89</b>	<b>10'908'549.63</b>	<b>10'908'549.63</b>



## Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation AVS/AI/APG est chargée de l'administration de la Caisse d'allocations familiales au sens des dispositions de l'art. 2 du règlement de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales du 21 décembre 1988. Cette dernière a son siège au Faubourg de l'Hôpital 28 à Neuchâtel. Elle vous présente, conformément aux dispositions de l'art. 18 du même règlement, son rapport annuel d'activités de l'exercice 2012.

## Tâches

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales (ALFA) est chargée de l'application de la Loi sur les allocations familiales (LAFAM) du 24 mars 2006, de la Loi d'introduction du 3 septembre 2008 de la loi sur les allocations familiales fédérales (LILAFam) et des dispositions prévues dans le cadre des allocations familiales dans l'agriculture (Loi cantonale sur la promotion de l'agriculture du 23 juin 1997). En outre, elle perçoit les contributions du Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP), ainsi qu'au Fonds pour les structures d'accueil extrafamilial (LAE). L'organe de révision est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel.

## Immeubles

C'est la Régie Immobilière Offidus SA à Cortaillod qui a le mandat d'administrer l'ensemble des immeubles et appartements dont notre caisse est propriétaire, à savoir :

- immeubles locatifs à Cortaillod, rue des Pièces-Chaperon 3 et 5
- siège de la caisse à Neuchâtel, Faubourg de l'Hôpital 28 et 30 et appartements.

Quelques travaux d'entretien courant (réfection et rénovation) ont dû être entrepris dans les immeubles locatifs de Cortaillod.

Dans le but d'assurer le meilleur rendement possible de sa fortune et par voie de conséquence d'optimiser au mieux ses placements tout en préservant les intérêts de ses affiliés, la direction de la caisse ALFA a décidé d'investir dans un immeuble administratif qui abritera à futur l'Office cantonal de l'Assurance-Invalidité (OAINÉ). Ce nouveau bâtiment verra le jour à l'Espace Le Corbusier, à côté de la gare CFF de La Chaux-de-Fonds. Les premiers travaux sont prévus au cours du deuxième semestre 2013.



### Cotisations

Le taux des contributions est fixé à 2,1% du salaire déterminant pour l'AVS/AI/APG. Le produit des cotisations durant l'exercice 2012 s'est monté à Fr. 48'846'940.75.

### Contrôles d'employeurs

Durant l'exercice 2012, le secteur de révision a procédé à 287 contrôles dans le domaine des allocations familiales au siège des affiliés. Des rectificatifs ont dû être établis dans 77 cas (soit le 26.82%).

Durant la même année, la SUVA a procédé à 210 contrôles dans le domaine des allocations familiales au siège des affiliés. Des rectificatifs ont dû être établis dans 72 cas (soit le 34.28%).

	<b>Salaires Fr.</b>	<b>Contributions Fr.</b>
Non déclarés	3'610'681.15	88'817.85
Déclarés à tort	342'175.50	6'565.00

### Allocations familiales

Le tableau suivant donne les montants minima fixés par la Confédération et les montants versés dans notre canton :

<b>Montants des allocations familiales</b>		<b>Montants Fr.</b>
Premier enfant	Minimum fédéral: Fr. 200.00	200.00
Deuxième enfant	Minimum fédéral: Fr. 200.00	200.00
Troisième enfant et les suivants	Minimum fédéral: Fr. 200.00	250.00
Complément pour la formation professionnelle	Minimum fédéral: Fr. 50.00	80.00
Allocation de naissance		1'200.00

La situation du nombre des bénéficiaires salariés est décrite comme suit :

### PLUS DE 85% DES MENAGES ONT UN OU DEUX ENFANTS A CHARGE

<b>Allocations familiales</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>+/- (%)</b>
Ménages avec 1 enfant	3'914	3'895	-0.48
Ménages avec 2 enfants	4'036	3'937	-2.45
Ménages avec 3 enfants	1'132	1'116	-1.41
Ménages avec 4 enfants	202	191	-5.44
Ménages avec 5 enfants	26	10	-61.54
Ménages avec 6 enfants	10	10	0.00
Ménages avec 7 enfants	1	0	-100.00
	<b>9'321</b>	<b>9'159</b>	<b>-1.74</b>
<b>Allocations professionnelles</b>			
Compléments allocations professionnelles	<b>4'309</b>	<b>4'445</b>	<b>3.16</b>
<b>Allocations de naissance</b>			
Allocations de naissance aux salariés	580	593	2.24
Allocations d'adoption	1	5	400.00
Allocations de naissance aux chômeurs	51	32	-37.25
	<b>632</b>	<b>630</b>	<b>-0.32</b>

Notre Caisse n'a pas enregistré de recours durant l'exercice 2012.



L'évolution des prestations et des contributions depuis 1997 pour les allocations familiales versées aux salariés se présente comme suit :

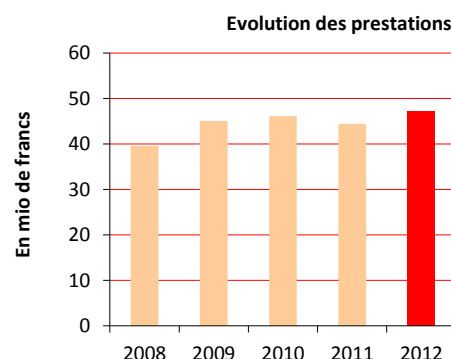
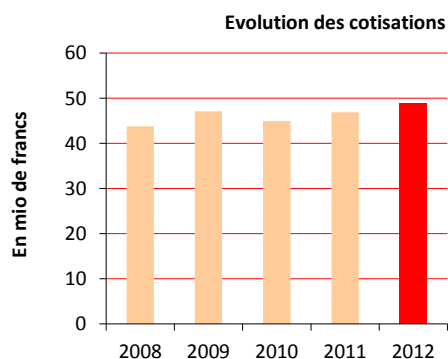
Années	Nbre de salariés	Nbre d'enfants	Prestations (en mio de francs)	Contributions (en mio de francs)
1997	7'302	13'199	28.326	26.748
1998	7'646	13'811	28.093	27.665
1999	7'743	14'155	28.730	28.609
2000	7'640	13'981	30.325	29.336
2001	7'665	14'045	32.966	32.192
2002	7'566	13'752	32.678	35.244
2003	7'814	14'152	*33.191	35.543
2004	8'179	14'820	*35.694	36.860
2005	8'271	15'022	*36.737	38.675
2006	8'241	14'809	*36.610	39.395
2007	8'310	14'941	*38.710	40.175
2008	8'163	14'524	*39.571	43.773
2009	8'279	14'457	*45.074	47.136
2010	8'814	15'498	*46.135	44.981
2011	**9'167	15'604	*44.409	46.879
<b>2012</b>	<b>**9'095</b>	<b>15'887</b>	<b>*47.098</b>	<b>48.846</b>

\* Y compris allocations différentielles

\*\* Actifs au 31 décembre

**LES DEPENSES EN PRESTATIONS ONT PASSABLEMENT AUGMENTE SUITE A L'INTRODUCTION DE LA NOUVELLE LOI FEDERALE SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES.**

Allocations familiales internationales	2011	2012	+/- (%)
Allocations versées dans l'Union Européenne	1'048'560.00	1'267'406.00	20.87
Allocations versées en dehors de l'Union Européenne	6'118.00	17'385.00	184.16
	<b>1'054'678.00</b>	<b>1'284'791.00</b>	<b>21.82</b>



#### Allocations familiales pour personnes sans activité lucrative

Ces prestations sont versées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Elles sont financées à raison de 60% par les communes et de 40% par le canton. Les dépenses consenties dans ce domaine sont étroitement liées au nombre de bénéficiaires des services sociaux.

Allocations familiales pour personnes sans activité lucrative	2011	2012	+/- (%)
	<b>1'928'902.85</b>	<b>1'842'278.00</b>	<b>-4.49</b>



Allocations familiales (ALFA) - Compte de fonds

	2011		2012	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Prestations allocations familiales (y c. alloc. naissance)	44'363'061.60		46'329'954.30	
Prestations allocations familiales différentielles	0.00		733'550.00	
Prestations allocations familiales "petits paysans"	6'420.00		0.00	
Prestations allocations familiales non-actifs	1'928'902.85		1'842'278.00	
Amortissements de cotisations et de prest. à restituer	40'135.35		35'219.80	
Cotisations allocations familiales		46'785'156.55		48'696'115.70
Cotisations allocations familiales "petits paysans"		11'593.90		10'496.55
Indemnités en réparation du dommage		18'218.75		16'295.45
Prestations à restituer		64'427.10		124'033.05
Contribution cantonale aux alloc. familiales non-actifs		1'928'902.85		1'842'278.00
Excédent de charges/recettes	2'469'779.35		1'748'216.65	
	<b>48'808'299.15</b>	<b>48'808'299.15</b>	<b>50'689'218.75</b>	<b>50'689'218.75</b>

Allocations familiales (ALFA) - Compte d'administration

	2011		2012	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	1'108'124.74		1'071'834.10	
Fournitures et mobilier de bureau	5'084.27		8'251.95	
Informatique	373'630.77		167'263.71	
Autres frais divers	47'235.73		37'223.96	
Loyer + charges d'immeuble	59'786.71		58'821.95	
Indemnités dues à des tiers	24'084.00		23'630.40	
Intérêts rémunérateur contributions	0.00		276.00	
Amortissements d'équipements	4'564.70		4'551.25	
Indemnités intérêts moratoires		0.00		1'386.00
Refacturation frais d'administration alloc. non-actifs		125'000.00		127'500.00
Produits immeuble Hôpital 28, Neuchâtel		199'800.00		199'800.00
Produits immeuble Hôpital 30, Neuchâtel		117'720.00		117'720.00
Produits immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod		292'613.40		290'005.00
Produits placements des capitaux		193'947.64		620'291.76
Dissolution des provisions		265'898.25		0.00
Charges immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	35'721.50		129'852.40	
Charges immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	8'474.00		8'659.85	
Charges immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	60'776.20		41'977.75	
Charges immeuble Le Corbusier	0.00		1'397.75	
Amortissements immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	33'074.00		33'074.00	
Amortissements immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	21'600.00		21'600.00	
Amort. immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	48'000.00		48'000.00	
Provisions moins-valeur sur titres	599'672.80		0.00	
Moins-valeur sur titres	271'254.01		19'446.38	
Frais de gestion + droit de garde	13'462.88		13'405.10	
A la charge du fonds allocations familiales		1'519'567.02		332'563.79
	<b>2'714'546.31</b>	<b>2'714'546.31</b>	<b>1'689'266.55</b>	<b>1'689'266.55</b>



Allocations familiales (ALFA) - Bilan comptable

	2011		2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Compte de chèques postaux	1'332'280.67		1'752'037.03	
Comptes bancaires	1'493'032.95		2'380'216.88	
Impôts anticipés	48'530.61		55'065.20	
Débiteur Offidus SA	26'949.00		31'237.40	
Débiteur allocations familiales non-actifs	111'752.80		95'908.30	
Actifs transitoires	46'478.15		21'278.00	
Affiliés ALFA	2'037'213.60		2'513'045.70	
Prestations à restituer	31'362.65		94'337.60	
Affiliés FFPP	96'488.60		106'802.34	
Affiliés LAE	0.00		271'673.15	
Titres	7'974'010.90		6'631'653.00	
Compte à terme fixe	500'000.00		0.00	
Immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	2'264'434.40		2'231'360.40	
Immeuble Le Corbusier	0.00		48'160.00	
Immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	1'744'400.00		1'722'800.00	
Immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	4'029'000.00		3'981'000.00	
*Avoir envers le secteur comptable 1 ALFA	2'447'457.54		3'941'179.72	
*Avoir envers le secteur comptable 1 FFPP	310'711.65		350'813.48	
*Avoir envers le secteur comptable 1 LAE	0.00		1'001'043.25	
Paiements en retour		0.00		2'160.00
Créanciers FFPP		435'860.35		481'173.82
Créanciers LAE		0.00		1'272'716.40
Provisions moins-value sur titres		1'425'743.63		1'425'743.63
Passifs transitoires		334.80		0.00
Fonds de réserves		21'681'952.61		22'632'164.74
Bénéfice/Perte		950'212.13		1'415'652.86
	<b>24'494'103.52</b>	<b>24'494'103.52</b>	<b>27'229'611.45</b>	<b>27'229'611.45</b>

Le fonds de réserves au 1<sup>er</sup> janvier 2013 se monte à Fr. 24'047'817.60.



adresse  
fbg de l'hôpital 28  
case postale 2116  
2001 neuchâtel

téléphone  
032 889 65 01  
e-mail  
ccnc@ne.ch

fax  
032 889 65 02  
web  
[www.caisseavsne.ch](http://www.caisseavsne.ch)